



18 mois après l'élection de François HOLLANDE, le pays est à cran et le climat exécrable. La raison ? La promesse de changement de politique non tenue !

Une grande désespérance, une exaspération généralisée, l'angoisse face à l'avenir et les peurs regagnent du terrain comme au temps de SARKOZY.

Si la cote du Président de la République est au plus bas et que la défiance envers le gouvernement AYRAULT atteint un tel record au cœur même de l'électorat de gauche, c'est tout simplement parce que le pouvoir en place poursuit la politique de la droite au nom de l'austérité.

Allongement du temps de travail et baisse des retraites, affaiblissement de la dépense et des services publics ; les collectivités sont, elles aussi, soumises au régime sec avec pour conséquences demain, de nouvelles hausses d'impôts pour les ménages.

Le patronat, la droite et le FN tentent de tirer profit de cette situation en semant la confusion sur les causes de la crise et sur les solutions nécessaires. Ils nourrissent un climat de rejet voire de haine de l'étranger et des violences anti républicaines que nous condamnons (sifflets et huées le 11 novembre, ignobles propos racistes envers la ministre de la justice, saccages d'édifices publics des « bonnets rouges »). **Il n'y a rien à attendre de ce côté-là dans l'intérêt du peuple.**

Au sein du Front de Gauche, **les communistes ne parient pas sur l'échec de la gauche** et ne désespèrent pas de sa réussite. Avec leurs députés et sénateurs ils multiplient les propositions pour une autre orientation politique et disent « **ASSEZ DE SACRIFICES POUR LES FAMILLES POPULAIRES ET ASSEZ DE MENSONGES** : le travail n'est pas un coût mais produit les richesses ; ces richesses doivent être partagées.

François HOLLANDE ne s'est pas attaqué à la finance. S'il l'avait fait, il aurait renoncé aux hausses de TVA le 1^{er} janvier 2014, à l'augmentation de la fiscalité sur certaines pensions de retraite, à la taxation des salariés bénéficiant des complémentaires santé mise en place par les employeurs...

Sans l'impôt : tout coûterait cher pour les plus démunis... Nous sommes pour un impôt juste et efficace : il faut donc une réforme progressiste qui s'attaque à l'injustice sociale ; il faut aussi combattre la fraude fiscale des plus riches qui alourdit la facture des plus pauvres !

Les communistes de Loos



ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 2014 – DANGER !

A ce jour à Loos, deux listes de droite – même si elles s'en défendent – se présentent pour conquérir notre beffroi. L'une d'entre elle, et sans aucune honte, intègre même des extrémistes de droite connus pour leurs idées populistes et anti républicaines.

Il n'est pas question de les laisser détruire demain les solidarités dans notre commune !

Nous nous opposerons avec détermination à la droite et l'extrême droite qui ne rêvent que de revanche, de régressions sociales et de réductions voire de suppressions de subventions à certaines associations et clubs sportifs.

Mais nous regrettons la récente décision des dirigeants socialistes de la fédération nordiste de vouloir rompre dans toutes les villes et sans distinction, le travail engagé avec les communistes localement depuis des années.

C'est voué à l'échec et dangereux pour l'avenir. De plus cette décision, sans précédent ne peut que rajouter du désarroi parmi l'électorat de gauche déjà échaudé par une politique nationale qu'il ne comprend pas et qu'il rejette un peu plus chaque jour. Cette attitude des premiers dirigeants socialistes du Nord risque de laisser des fractures profondes et durables.

Les loossois ne veulent pas faire les frais d'une telle posture aussi nous ne renoncerons jamais à l'union nécessaire de toutes les forces de gauche et de progrès.

Nous appelons toutes les femmes et hommes de progrès, les jeunes, tous les militant-e-s associatifs, syndicaux, tous les citoyen-ne-s à s'engager avec nous pour construire cette liste de large rassemblement dès le 1^{er} tour.

Dans un contexte de résignation, de risque d'abstention, les élections municipales de 2014 peuvent donner l'occasion de rallumer l'espoir au plan local, pour à la fois barrer la route à la droite et l'extrême droite et pour bâtir des projets communaux et pousser les solutions anti-austérité.



POUR POUVOIR VOTER EN 2014...

...les citoyens français et de l'Union européenne doivent être inscrits sur les listes électorales. La date limite d'inscription est fixée au 31 décembre 2013.

- L'inscription est automatique pour les jeunes de 18 ans. En dehors de cette situation, l'inscription sur les listes fait l'objet d'une démarche volontaire (à effectuer au plus tôt). le demandeur majeur se présente lui-même avant le 31 décembre muni de la carte nationale d'identité ou un passeport ainsi qu'un justificatif d'adresse récent.
- à noter : les jeunes gens majeurs entre le 1er janvier et le dernier jour de février peuvent s'inscrire avant le 31 décembre de l'année précédant leur majorité sur présentation des mêmes pièces.